

## DECLARATION SUR L'EGYPTE

original: anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, se réunissant à Istanbul, le 11-12 novembre 2013, réitère le besoin de la restauration de l'agenda démocratique en Egypte, tel qu'exprimé dans la déclaration de l'IS du 31 juillet 2013.

Il a été démontré sans aucun doute que les droits et libertés politiques de tous les citoyens égyptiens doivent être mieux protégés. L'IS a fortement condamné toutes les actions en violation de ces principes en Egypte, prises par les gouvernements successifs. Les responsables de ces crimes criminels et répréhensibles doivent être traduits en justice, en particulier ceux responsables de l'assassinat de civils exerçant leur droit de manifester pacifiquement.

Les membres de l'ancien régime doivent également rendre des comptes sur leurs actions également rendre des comptes sur leurs actions à ce temps, s'il y a une claire preuve de criminalité et de comportement anti-démocratique. L'ancien président et les membres de la direction des Frères musulmans qui ont été arrêté suite au renversement du président démocratiquement élu par l'armée doivent avoir sans délai la possibilité de se défendre contre les charges présentées correctement devant une cour de justice ou être remis en liberté immédiatement si la justification légale pour leur détention n'existe pas.

Le Conseil appelle à ce qu'un calendrier précis soit établi pour le rétablissement du processus démocratique. Ceux qui exercent le pouvoir actuellement, n'ont pas été élus de manière démocratique. Bien que les actions de ce gouvernement suite à son élection étaient équivalentes à un abandon de la démocratie, ceci ne confère pas de validité à ceux qui ont pris le pouvoir par la force. Un nouveau gouvernement avec une légitimité démocratique est vital si les buts et objectifs de ceux qui ont renversé un régime autoritaire en 2011 doivent être réalisés.

La constitution qui est actuellement rédigé risque de souffrir du même manque de légitimité que son prédécesseur. La tentative de Président Morsi de prendre le contrôle complet des mécanismes du pouvoir à causé des dégâts irréparables à sa légitimité démocratique, du fait que le régime a négligé sa responsabilité continue envers les processus démocratique. Les attaques d'églises, de coptes et de propriétés publiques et privées par des sympathisants de Morsi, suite à la dissolution forcée de sit-in, sont inacceptables.

Suite au renversement militaire du régime du Président Morsi, il y a un besoin urgent de réconciliation en Egypte. Tout comme la constitution promulguée par les Frères musulmans affichait un manque de consultation, l'exclusion d'un pourcentage significatif de la population égyptienne du processus de rédaction est inacceptable. La seule manière de rédiger une constitution légitime et civile qui garantit les droits et libertés de tous est d'assurer que tous les acteurs politiques soient représentés dans ce processus.

L'IS offre son soutien au Parti Social-Démocratique d'Egypte, (ESDP), dans son travail pour garantir que les critères démocratiques prévalent dans tout cadre institutionnel futur de l'Egypte, rejetant des notions inacceptables tels que le jugement de civils par des cours militaires ce qui est complètement contraire aux valeurs de notre mouvement. Le Conseil exprime sa solidarité avec l'ESDP dans ses efforts de défendre l'esprit de la démocratie et de la liberté

La liberté des médias est une pierre angulaire de toute société démocratique et le Conseil appelle à ce qu'il soit mis une fin à la censure des médias de l'opposition et aux restrictions de la liberté de presse. Il est vital que la presse puisse demander le rendement de comptes à ceux qui dirigent le pays sans peur d'arrestation et de persécution.

---